

# La « bataille de Paris », une bataille géopolitique

*Matthieu Jeanne*<sup>1</sup>

Les résultats des élections municipales à Paris en 2014 sont apparus, au niveau national, comme une double exception. La victoire de la socialiste Anne Hidalgo à la mairie de Paris contraste d'abord fortement avec la défaite historique<sup>2</sup> subie par la gauche, bien qu'elle masque une érosion réelle de l'assise électorale et territoriale de la gauche parisienne. Ce succès est ainsi présenté dans le camp socialiste comme celui qui « sauve l'honneur » de la gauche<sup>3</sup>. Et dans l'histoire politique parisienne, ce résultat contraste, lui aussi, avec les scrutins passés. En effet, en 1983, dans un contexte national comparable de défiance envers le gouvernement socialiste, la gauche parisienne avait alors perdu tous les secteurs dans lesquels elle était majoritaire en 1977, et ce malgré les progrès inédits enregistrés à la faveur de la « vague rose » en 1981<sup>4</sup>. Jacques Chirac réalisait alors son premier « grand chelem ». Par ailleurs, le Front national ne retrouve pas à Paris l'audience acquise lors du scrutin municipal de 1995. Il demeure dans la capitale une force politique relativement marginale, incapable, comme il le fut de 1983 à 1995, de perturber l'affrontement des forces politiques de gauche et de droite.

Cette double exception est analysée à travers le prisme de schémas spatiaux et sociaux qui se sont imposés dans les champs médiatique et politique depuis le début

1. Doctorant à l'Institut français de géopolitique, université de Paris-VIII.

2. En 2014, au niveau national, la gauche perd 151 communes de plus de 10 000 habitants sur les 509 qu'elle contrôlait en 2008. Parmi les villes de plus de 100 000 habitants, elle en perd 10 des 29 qu'elle détenait auparavant.

3. Propos de Pierre Schapira rapportés par le quotidien *Le Monde*, 1<sup>er</sup> avril 2014.

4. À Paris, de façon inédite, aux élections législatives de 1981, les socialistes conquièrent 10 sièges aux dépens de la droite et des communistes. La gauche contrôle alors 12 des 31 circonscriptions parisiennes.

## HÉRODOTE

des années 2000. La faiblesse du vote Front national dans les espaces centraux des grandes aires urbaines, observée depuis le scrutin présidentiel de 2002 [Ravenel, Buléon et Fourquet, 2003], est ainsi lue selon un schéma spatialiste de distance à la ville<sup>5</sup>, dans lequel la localisation de l'habitat et les distinctions socioéconomiques apparaissent comme des éléments prédictifs de l'orientation politique. La bonne implantation de la gauche dans ces mêmes espaces centraux est, quant à elle, perçue comme la confirmation du succès du PS auprès des populations les plus diplômées et les plus intégrées aux échanges économiques et culturels mondiaux qui résident de façon majoritaire en centre-ville.

Pourtant, l'étude approfondie des résultats des élections municipales de 2014 fragilise ces analyses. Les territoires centraux des métropoles constituent d'abord une mosaïque sociale complexe [Rivière, 2014] et, à Paris, aux élections municipales, à l'échelle des bureaux de vote, la relation entre le vote et la structure sociale est, en définitive, assez faible<sup>6</sup>. Qui plus est, même au sein des neuf métropoles identifiées par les politistes français, comme *structurellement* les plus favorables à la gauche, au vu de leur profil socioéconomique<sup>7</sup>, l'évolution du vote socialiste et celle de l'ensemble des votes de gauche divergent fortement entre les scrutins municipaux de 2008 et de 2014 selon les villes<sup>8</sup>. En effet, si dans l'ensemble de ces territoires la gauche reflue, du fait de la forte impopularité de l'exécutif, l'érosion du vote socialiste demeure plus faible à Paris : la baisse y est de 4,48 % quand, dans les huit autres métropoles, elle oscille entre 5,15 et 11,90 %<sup>9</sup>. Quant au FN, il ne rassemble, à Paris, que 6,26 % des suffrages exprimés<sup>10</sup>, alors

5. Dans l'édition du *Monde* datée du 28 mars 2014, le géographe Jacques Lévy a publié à l'aide du laboratoire Chôros, de l'École polytechnique fédérale de Lausanne, trois cartogrammes représentant le vote FN dans les trois plus grandes aires urbaines de France. Ces productions cartographiques cherchent à mettre en valeur, pour les agglomérations lyonnaise et parisienne, un gradient d'intensité du vote FN qui s'accroît à mesure que l'on s'éloigne des espaces centraux.

6. Le géographe Jean Rivière qui a analysé la variabilité spatiale des relations vote/structure sociale montre ainsi que c'est à Nice et Paris que les corrélations entre le vote et les différentes catégories de populations sont les plus faibles.

7. Les politistes s'inspirent des travaux des chercheurs John B. Judis et Ruy Teixeira (2004) qui ont défini des *idéopôles* : des territoires concentrant les activités et les groupes sociaux typiques de l'économie postindustrielle selon des critères essentiellement qualitatifs (pôles de recherche et développement, pôle universitaire, offre culturelle).

8. Le recensement établi par F. Escalona et F. Vieira comprend neuf métropoles : Paris, Lyon, Toulouse, Montpellier, Strasbourg, Grenoble, Nantes, Lille, Aix-en-Provence.

9. Chiffres en % des inscrits.

10. Il convient d'utiliser dans ce cas les suffrages exprimés, car eux seuls comptent pour le maintien au second tour lors du scrutin municipal.

qu'il parvient à se maintenir au second tour dans six arrondissements lyonnais, dans tous les secteurs marseillais, à Lille, Strasbourg, Montpellier, Aix-en-Provence et Grenoble.

La singularité des résultats parisiens aux élections municipales de 2014 ne peut donc se satisfaire d'une spatialisation des résultats électoraux ou d'une interprétation à partir d'une clé simple [Subra, 2012a]. Il convient au contraire, dans une démarche *géopolitique*, d'analyser le jeu complexe des acteurs politiques pour comprendre les situations qui apparaissent non conformes à la sociologie électorale [Giblin, 2008]. Dans le scrutin municipal parisien il importe avant tout de conquérir des arrondissements. La géographie des résultats électoraux s'explique donc autant par les stratégies spatialisées des acteurs politiques, qui se traduisent notamment par les moyens humains et financiers mis en œuvre par les candidats et les militants [Giblin, 1993], que par les contextes socio-résidentiels. Ainsi, le succès relatif d'Anne Hidalgo en 2014 doit être lu à la fois comme la difficulté de la droite parisienne à reconquérir les arrondissements de l'Est parisien, et comme la faculté de la gauche à contrôler solidement ces mêmes territoires depuis 2001 (carte 1).

### Une droite cantonnée dans l'Ouest parisien

Les élections municipales de 2014 sont un nouvel échec pour la droite parisienne dans sa tentative de reconquête de la mairie perdue en 2001, même si elle peut s'enorgueillir d'avoir, pour la première fois depuis 2001, devancé, au premier tour, les listes socialistes et conquis le 9<sup>e</sup> arrondissement, mais ces victoires symboliques apparaissent, en réalité, comme une contre-performance. En réalité, Nathalie Kosciusko-Morizet n'a pas réussi à dépasser le socle électoral de la droite parisienne : au premier tour, ses listes de rassemblement ne recueillent pas la totalité des suffrages obtenus par la droite et le Modem en 2008 et 2001 (tableau 1)<sup>11</sup>. Surtout, la candidate, censée incarner le renouveau générationnel et une modernité idéologique capable de séduire les électeurs de l'Est parisien, n'est parvenue que très marginalement à faire progresser son camp dans les arrondissements stratégiques perdus en 2001 : la droite n'y gagne des sièges que grâce à la plus forte division des listes de gauche<sup>12</sup> (carte 1).

11. En 2001, avec une participation supérieure, l'ensemble des listes Tibéri et Séguin avaient rassemblé 24,16 % des électeurs inscrits.

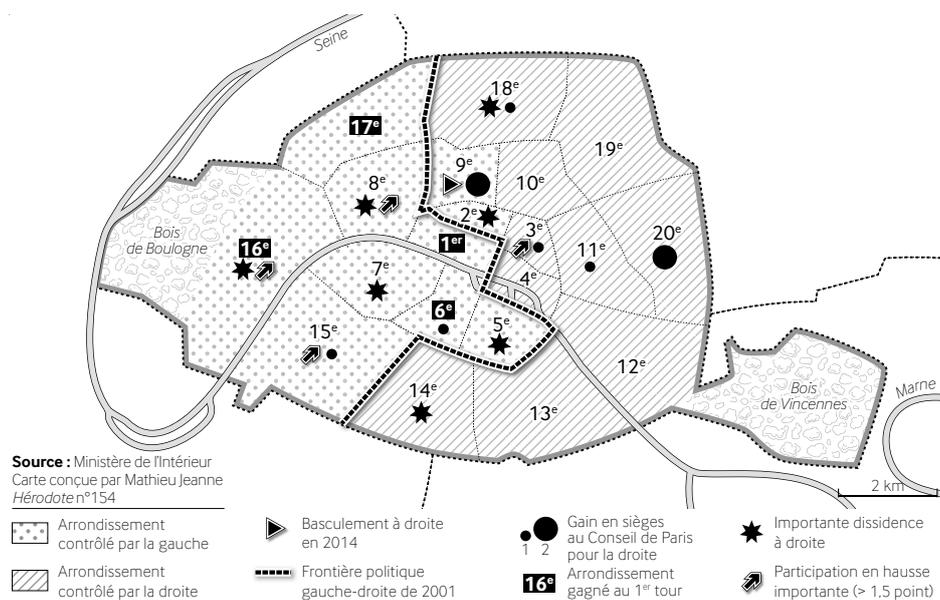
12. C'est le cas en particulier dans les 3<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> arrondissements. Dans le 20<sup>e</sup>, en 2008, la droite avait été éliminée au premier tour, et privée, *de facto*, de représentation au conseil de Paris. Enfin, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, la droite gagne un siège à la faveur du nouveau mode de calcul qui octroie un conseiller supplémentaire à l'arrondissement.

HÉRODOTE

TABLEAU 1. – RÉSULTATS DU 1<sup>er</sup> TOUR DES ÉLECTIONS MUNICIPALES EN 2014 EN % DES INSCRITS ET ÉVOLUTION PAR RAPPORT AU SCRUTIN DE 2008

	Participation	Évolution	Listes NKM	Évolution (Droite + Modem)	Listes Hidalgo	Évolution	Évolution Total gauche
Arrondissements de gauche	55,47 %	-1,71	14,62	-1,42	21,88 %	-5,14	-0,41
Arrondissements de droite	57,70 %	1,19	28,39	-0,20	13,55 %	-3,45	-1,42
Ensemble des arrondissements	56,27 %	-0,66	19,57	-1,04	18,89 %	-4,48	-0,71

CARTE 1. – LE PARTAGE POLITIQUE DU TERRITOIRE PARISIEN EN 2014



Hérodote, n° 154, La Découverte, 3<sup>e</sup> trimestre 2014.

### La droite ne parvient pas à reconquérir les territoires de l'Est parisien

L'échec de la droite réside en premier lieu dans ses errements stratégiques dans les territoires contrôlés par la gauche depuis 2001. La défaite de Nathalie Kosciusko-Morizet dans le 14<sup>e</sup> arrondissement s'inscrit ainsi dans la lignée de nombreux parachutages, jusqu'alors tous infructueux : Nicole Guedj et Dominique Versini dans le 14<sup>e</sup> arrondissement<sup>13</sup>, puis Arno Klarsfeld, Jean-Marie Cavada et Christine Lagarde dans le 12<sup>e</sup> arrondissement<sup>14</sup>. Tous ces candidats ont en commun d'avoir renoncé à s'implanter localement après leur échec électoral. Dans ces territoires, le *turnover* permanent des candidats affaiblit la droite, qui y a perdu l'essentiel de son implantation et de ses relais militants. En 2014, seuls Vincent Roger et Delphine Bürkli, tous deux conseillers de Paris sortants, bien implantés localement, parviennent à mettre en danger la municipalité sortante<sup>15</sup>. Ailleurs, à l'exception du 19<sup>e</sup> arrondissement, toutes les autres têtes de liste sont renouvelées, bien souvent « parachutées », et les candidats de 2008 évincés. Cette stratégie affaiblit particulièrement la droite parisienne, puisqu'elle provoque des dissidences<sup>16</sup> qui enrayent la dynamique acquise par les candidats qui incarnent le renouveau de l'opposition de droite dans les fiefs socialistes, comme Pierre-Yves Bournazel, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement (carte 1).

Par ailleurs, malgré la volonté affichée par Nathalie Kosciusko-Morizet de s'affranchir de l'héritage chiraquien et de présenter une image plus moderne, la droite parisienne souffre toujours d'un déficit de crédibilité et de légitimité, notamment auprès des gentrificateurs de l'Est parisien. Difficile pour la droite de séduire ces derniers, après avoir exploité à dessein, lors de la campagne présidentielle de 2012<sup>17</sup>, la représentation géopolitique de « bobos parisiens » coupés des réalités, pour mieux se réclamer des classes populaires [Tissot, 2013]. Surtout, l'offensive écologiste menée tardivement par Nathalie Kosciusko-Morizet, proposant en janvier 2014 la

13. Aux élections législatives de 2002, Dominique Versini est largement battue par l'écologiste Yves Cochet dans la 11<sup>e</sup> circonscription. En 2007, Nicole Guedj échoue à son tour.

14. Parachuté directement par l'Élysée, Arno Klarsfeld est battu par la socialiste Sandrine Mazetier aux élections législatives en juin 2007, dans la 8<sup>e</sup> circonscription. Christine Lagarde et Jean-Marie Cavada sont, quant à eux, candidats aux élections municipales de 2008.

15. Dans le 4<sup>e</sup> arrondissement, Vincent Roger n'est battu qu'avec 55 voix d'écart face au socialiste Christophe Girard.

16. Notamment Marie-Claire Carrère-Gée (14<sup>e</sup> arrondissement) et Roxane Decorte (18<sup>e</sup> arrondissement).

17. « Ici [en province], on n'a jamais vu en mairie un étranger venir réclamer le droit de vote aux élections [...]. Le droit de vote des étrangers c'est un truc de socialistes ou de bobos parisiens et c'est souvent les mêmes. » Propos tenus par Nathalie Kosciusko-Morizet en 2012, rapportés dans l'émission « Du grain à moudre » sur France Culture le 6 février 2014.

piétonisation des arrondissements centraux, est apparue contradictoire avec la dénonciation récurrente de la politique des transports menée par l'équipe socialiste depuis 2001<sup>18</sup> et l'opposition des élus parisiens de droite aux aménagements ludiques sur la rive gauche de la Seine, au prétexte de la gêne provoquée pour les automobilistes.

### **L'Est parisien, un obstacle géopolitique pour la droite**

En réalité, depuis 2001, la droite parisienne est confrontée à un obstacle géopolitique majeur : elle doit réussir à convaincre l'électorat de l'Est parisien, constitué d'une population rajeunie, transformée par les dynamiques de gentrification à l'œuvre depuis les années 1980 [Clerval, 2013], sans aliéner l'électorat de l'Ouest, plus âgé et conservateur, qui constitue sa base électorale. Or, dans ces territoires, depuis que Jacques Chirac, qui assurait un leadership incontesté sur son camp, est parti, en 1995, se sont constituées de véritables « baronnies ». Dans un contexte où la droite est hégémonique, l'anticipation du verdict électoral favorise les dissidences. Ces dernières participent, en réalité, de la compétition interne à l'UMP et contraignent les « barons locaux » de l'Ouest à radicaliser leur discours politique pour rassembler toutes les oppositions aux projets de la municipalité socialiste (programmes de logements sociaux, aménagement du tramway). Si cette stratégie est efficace localement – pour la première fois depuis 1995, quatre élus de l'Ouest sont réélus dès le premier tour –, elle est contre-productive au niveau parisien : elle alimente des représentations qui s'avèrent handicapantes pour la droite dans son ambition de reconquête de l'Est parisien.

Face à ces élus, la candidate de l'UMP, pourtant forte de la légitimité acquise lors de sa désignation aux primaires de juin 2013, se trouve bien impuissante. Malgré leur volonté affichée de battre l'équipe sortante, les « barons », attachés à leur position de pouvoir, acceptent mal le nouveau leadership de l'ancienne ministre parachutée à Paris, et n'ont cessé de chercher à s'émanciper de sa tutelle<sup>19</sup>. Or le paradoxe est qu'il est impossible pour la candidate de s'affranchir de ces élus, qu'elle tente pourtant stratégiquement de mettre à distance, puisqu'elle leur doit son avance sur sa rivale socialiste à l'issue du premier tour (tableau 1). Qui plus est, dans le 5<sup>e</sup> arrondissement, l'apport de l'électorat de Dominique Tibéri, intégré opportunément sur la liste UMP au second tour, est décisif pour

18. Lors du débat télévisé du 29 janvier 2014, la candidate UMP dénonce la « fatwa » mise en place par la municipalité à l'encontre des automobilistes.

19. La journaliste du *Monde* Béatrice Gurrey évoque un comité stratégique tenu le 17 février, où les élus de l'Ouest parvinrent à imposer de ne mentionner qu'*a minima* le nom de Nathalie Kosciusko-Morizet sur leurs affiches.

éviter la victoire de la gauche, arrivée en tête à l'issue du premier tour. En définitive, jusqu'au bout, la candidate de droite doit batailler pour affirmer son autorité au niveau parisien et au niveau national, en cherchant notamment à imposer son analyse des résultats électoraux à l'issue de chacun des deux tours du scrutin municipal. Au sein de la capitale, les élus de l'Ouest craignent que le succès de la candidate ne rompe l'équilibre fragile du partage des pouvoirs. Au niveau national, les dirigeants de l'UMP – François Fillon le premier, qui refusa l'affrontement avec l'équipe municipale sortante – ont, quant à eux, peu à gagner à voir leur rivale se doter d'une position de pouvoir unique en France, formidable marchepied pour une carrière politique nationale, du fait de l'exposition médiatique dont profite le maire et des moyens financiers et humains exceptionnels que lui offre l'appareil politique de la Ville de Paris [Haegel, 1994].

### **Le système Delanoë, un système géopolitique local solide ?**

Face à une droite cantonnée dans l'Ouest parisien, les listes de l'équipe d'Anne Hidalgo ont principalement souffert de l'abstention et de la dispersion des électeurs sur les différentes listes de gauche (tableau 1). En six ans, les socialistes perdent près d'un électeur sur cinq dans leurs fiefs du Nord et de l'Est parisiens, essentiellement au profit des écologistes et des listes du Parti de gauche.

#### *La stratégie politique d'Anne Hidalgo*

Au contexte politique national défavorable s'ajoute la difficulté d'assurer la succession d'un maire très populaire, Bertrand Delanoë. Rappelons qu'en 1995, en succédant à Jacques Chirac, Jean Tibéri perd six arrondissements et fragilise soudainement le système géopolitique chiraquien patiemment construit depuis 1977<sup>20</sup>. Pour imposer son autorité sur son propre camp et offrir aux électeurs l'image d'une équipe paritaire, rajeunie et renouvelée, Anne Hidalgo fait le choix d'évincer une partie de ses têtes de liste, au prétexte d'anticiper la règle du non-cumul des mandats<sup>21</sup> applicable en 2017. Cette stratégie risquée lui coûte

20. L'élection municipale de 1995 se déroule quelques semaines après le second tour de l'élection présidentielle, où la mobilisation du camp Chirac est plus forte que jamais : le maire de Paris est alors en tête dans 19 arrondissements. Jean Tibéri ne réitère pas le « grand chelem » chiraquien réalisé en 1983 et 1989.

21. En septembre 2013, le bureau fédéral du PS acte que les députés-maires d'arrondissement ne se représenteront pas en 2014. La mesure touche en particulier Daniel Vaillant (18<sup>e</sup>), Patrick Bloche (11<sup>e</sup>) et Pascal Cherki (14<sup>e</sup>).

certainement le 9<sup>e</sup> arrondissement : en se séparant de maires bien implantés, et notamment dans les arrondissements les plus stratégiques (4<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup>)<sup>22</sup>, la candidate se prive de bons relais auprès de la population, notamment auprès des associations ou des commerçants.

Anne Hidalgo opte tôt<sup>23</sup> pour une campagne qui fait la part belle aux experts en communication et s'inspire des *brand politics* (politiques de marque). La mobilisation de l'électorat de gauche, devenu majoritaire à Paris en 2012, se fait avant tout par la promotion de l'image d'un maire bâtisseur, associée à de grandes réalisations qui changent le visage de la ville [Pinson, 2014], plutôt que par l'entretien de réseaux de fidélité clientélistes. Ce choix est adopté dès 2008, lorsqu'Anne Hidalgo prend en charge la délégation à l'urbanisme et à l'architecture<sup>24</sup>, qui lui permet, pendant six ans, de profiter de la popularité des opérations d'aménagements les plus consensuelles : mise en place d'Autolib', prolongation du tramway au nord, piétonnisation des berges de la rive gauche de la Seine ou de la place de la République (carte 2). Les projets d'aménagement les plus controversés, quant à eux, se situent majoritairement dans les arrondissements de l'Ouest : la tour Triangle, l'extension de Roland-Garros ou les projets de logements sociaux dans le 16<sup>e</sup> arrondissement. Ils affaiblissent donc assez peu la base électorale de l'équipe municipale sortante. Bien au contraire, ils sont exploités politiquement par les élus communistes et socialistes qui cherchent ainsi à démontrer le conservatisme des maires d'arrondissements de droite de l'Ouest parisien, qui s'opposent à ces projets.

Si Nathalie Kosciusko-Morizet développe, elle aussi, plus tardivement que sa rivale, cette stratégie du maire bâtisseur, la bataille d'image profite avant tout à l'équipe sortante, forte de la popularité de son bilan, mais aussi, plus largement, de la légitimité de la gauche à incarner ce rôle de stratège de politiques urbaines fondées sur la « renaissance » de la ville, puisque ce sont les métropoles dirigées par des socialistes qui ont porté, en premier, ces projets – notamment Nantes, Montpellier, Lille – [Pinson, 2014] depuis le début des années 1980.

Anne Hidalgo peut par ailleurs compter sur les moyens humains importants dont dispose le Parti socialiste dans la capitale : au total, près de 10 000 adhérents<sup>25</sup>, parmi

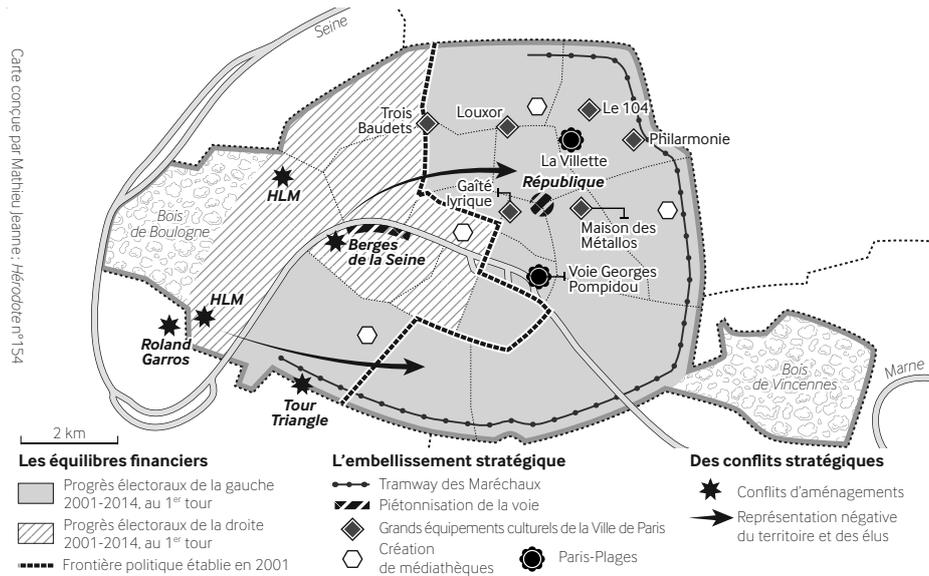
22. En particulier, Jacques Bravo dans le 9<sup>e</sup> arrondissement, maire depuis 2001, et implanté dans l'arrondissement depuis 1978.

23. Anne Hidalgo annonce officiellement sa candidature en septembre 2012.

24. Lors de la première mandature, elle occupe déjà le rôle de première adjointe. Elle est alors chargée de l'égalité hommes-femmes et du bureau des temps.

25. En octobre 2012, le Parti socialiste compte près de 9 447 adhérents dans les sections locales (hors sections professionnelles). Parmi eux, 7 092 sont inscrits dans les treize arrondissements contrôlés par la gauche depuis 2001.

CARTE 2. – LE SYSTÈME GÉOPOLITIQUE LOCAL DE BERTRAND DELANOË 2001-2014



lesquels on compte de nombreux élus et des militants « semi-professionnalisés », collaborateurs de cabinet, salariés de la fonction publique territoriale, souvent liés à l'appareil politico-administratif de la mairie de Paris ou aux collectivités locales gérées par les socialistes. Ces militants, qui forment aujourd'hui une part croissante des adhérents du PS [Lefebvre et Sawicki, 2006], sont directement concernés par l'enjeu électoral et se mobilisent, en 2014, au cours d'une campagne de porte-à-porte dans les quartiers les plus abstentionnistes, à l'aide d'outils modernes de cartographie électorale<sup>26</sup>. Cependant, ce travail militant assez ponctuel n'a pu, en définitive, que limiter de façon assez marginale l'abstention dans les quartiers populaires de l'Est parisien<sup>27</sup>.

26. L'équipe d'Anne Hidalgo a recouru à un logiciel ciblant les bureaux de vote les plus abstentionnistes en croisant les données électorales et sociologiques. Les militants ont ciblé leurs démarchages dans ces territoires, ambitionnant de rencontrer plus de 200 000 électeurs en deux mois, de janvier à mars 2014.

27. L'abstention y progresse moins que sur l'ensemble du territoire national, mais elle demeure élevée, comme dans l'ensemble des villes tenues par la gauche.

### Un système géopolitique efficace électoralement

Enfin, en 2014, la candidate socialiste profite de la solidité du *système géopolitique local* patiemment mis en place par Bertrand Delanoë depuis 2001 : un système structuré de contrôle électoral du territoire parisien au profit du Parti socialiste qui repose sur des stratégies de politiques publiques territorialisées. L'implantation électorale des listes de gauche continue ainsi à progresser depuis l'arrivée au pouvoir du premier maire socialiste à Paris<sup>28</sup>. La gauche, encore affaiblie dans les années 1990, notamment aux scrutins municipaux, est devenue hégémonique dans le Nord-Est parisien<sup>29</sup>, à la faveur, notamment, de fortes dynamiques de renouvellement de population marquées par la gentrification. En effet, dans l'Est parisien, depuis les années 1980, les classes populaires cèdent progressivement la place à une population rajeunie, assez hétérogène, constituée essentiellement de classes moyennes et supérieures, toutes dotées d'un fort capital culturel [Clerval, 2013], qui, depuis trente ans, constituent les bases de l'électorat socialiste<sup>30</sup>.

Mais ce lent mouvement de gentrification ne peut, à lui seul, expliquer, mécaniquement, la solide implantation de la gauche dans ces territoires et la rapidité des progrès électoraux : dans les six arrondissements gagnés aux élections municipales de 1995, la gauche mobilise, en 2014, malgré un contexte national défavorable, de 20 à 57 % d'électeurs supplémentaires<sup>31</sup>. En réalité, l'équipe municipale a su fidéliser les gentrificateurs, une « petite bourgeoisie » intellectuelle apparue dès les années 1970 [Bourdieu, 1979], grâce aux politiques publiques mises en place depuis 2001. Le déploiement de nouveaux équipements culturels (carte 2), majoritairement situés à l'Est, satisfait ainsi cet électorat, à la fois consommateur et producteur de culture, dont une part appréciable exerce dans le secteur de la culture et de la création, mais aussi dans celui de la production ou de la reproduction du savoir – notamment les enseignants – [Agrikoliansky, 2011 ; Clerval, 2013]. La politique inédite de manifestations culturelles (Paris Plages, la Nuit blanche, Paris quartier d'été) contribue, elle aussi, à faire de certains quartiers de l'Est parisien de nouvelles centralités culturelles et ludiques, accompagnant *de facto* le mouvement

28. L'ensemble des listes de gauche rassemble 32,17 % des inscrits au premier tour en 2014, contre 31,02 % en 2001, et ce malgré une baisse de la participation. Dans le 10<sup>e</sup> arrondissement, la progression atteint 3,28 %.

29. Au second tour de l'élection présidentielle de 2012, François Hollande rassemble plus des deux tiers des suffrages exprimés dans les 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements. Aux élections municipales de 2014, l'équipe municipale sortante y rassemble, au second tour, entre 62 % et 68 % des suffrages exprimés.

30. En particulier, les cadres et salariés du secteur public.

31. Résultats au second tour des scrutins municipaux, en % des inscrits.

de gentrification. Enfin, la gauche parisienne a su répondre aux attentes d'une population porteuse d'un nouvel idéal urbain : une ville moins polluée et plus conviviale [Subra, 2012b]. Si elle a en définitive assez peu modifié les pratiques de déplacement, la politique de transports et d'aménagement urbain, forte du succès médiatique du Vélib' et du tramway, a incarné, aux yeux des Parisiens, la volonté de la municipalité de réduire la place de l'automobile.

Au-delà de l'électorat des gentrifieurs l'équipe municipale sortante a su fédérer l'ensemble des acteurs de gauche. Jusqu'à la scission du Parti de gauche aux élections municipales de 2014, les socialistes sont parvenus à gouverner la ville avec les communistes et les écologistes. Si les tensions concernant des projets d'aménagement les plus contestés (tour Triangle, extension du stade de Roland-Garros) ont fragilisé l'équipe municipale à plusieurs reprises, l'alliance avec le PCF parisien lui a offert une rhétorique nettement marquée à gauche. Ainsi, sous la pression des communistes, les socialistes ont mis en place, dès 2008, une politique ambitieuse de construction de logements sociaux qui permet, en outre, de fidéliser une population assez diversifiée bénéficiaire de ces logements. En 2014, Ian Brossat, qui incarne le renouveau générationnel au sein du PCF parisien et qui est très impliqué dans les questions de logement, est symboliquement promu porte-parole de la campagne d'Anne Hidalgo<sup>32</sup>. Il obtient des socialistes l'engagement de porter à 30 % la part de logements sociaux à Paris d'ici 2030. Cette alliance limite incontestablement la concurrence des listes du Parti de gauche, qui ne retrouvent pas dans la capitale l'audience acquise par Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle de 2012.

Enfin, le système géopolitique mis en place par Bertrand Delanoë repose sur les dynamiques démographiques propres à la capitale qui accroissent le poids électoral des territoires contrôlés par la gauche depuis 2001. En effet, depuis trente ans, le poids relatif des arrondissements de l'Ouest n'a cessé de décroître au profit de ceux de l'Est, devenus plus attractifs, à la faveur de la politique d'embellissement et de valorisation culturelle, portée par l'équipe municipale socialiste, et du mouvement de gentrification de longue durée qui s'appuie sur la transformation d'espaces laissés à l'abandon par la désindustrialisation. Depuis 2001, près des trois quarts de l'augmentation du corps électoral parisien correspond aux arrondissements de l'Est contrôlés par la gauche. Le centre de gravité politique et démographique de la capitale s'est ainsi déplacé à l'est.

En 2013, pour la première fois depuis la loi PLM de 1982, le gouvernement socialiste décide d'actualiser le calcul de l'attribution des sièges au conseil de

32. Le PCF, qui a longtemps hésité à mener ses propres listes au premier tour avec ses alliés du Front de gauche, décide en définitive, comme en 2001 et 2008 de rejoindre le PS. Il fait campagne sur le thème « Ne laissons pas Paris aux spéculateurs ».

## HÉRODOTE

Paris en fonction des évolutions démographiques. Grâce à cette modification, les listes menées par Anne Hidalgo, affaiblies notamment par la défaite dans le 9<sup>e</sup> arrondissement, ne perdent que six sièges au lieu de neuf au conseil de Paris. Avec une assise territoriale plus faible, la gauche conserve ainsi une avance de vingt sièges sur la droite, obligeant celle-ci à reconquérir deux arrondissements en 2020 pour devenir majoritaire au conseil de Paris.

### La progression limitée du Front national

Le dernier enseignement de ce scrutin municipal est la faible percée du Front national dans la capitale. En 2014, ce dernier double son audience par rapport au scrutin précédent, mais ne retrouve ni son audience passée, ni sa capacité de nuisance à l'encontre des forces politiques parisiennes, exercée lors des triangulaires répétées dans les arrondissements, alors populaires, de l'Est parisien (tableau 2). La gauche souffre la première, en 1989, du vote frontiste qui hypothèque son entreprise de reconquête des fiefs perdus en 1983. Six ans plus tard, le vote frontiste dessert une droite affaiblie par le départ de Jacques Chirac et facilite l'élection de six maires socialistes dans l'Est parisien. En 2014, le FN n'est en mesure de se maintenir nulle part au second tour : son meilleur résultat, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, est inférieur à 8 % des exprimés.

TABLEAU 2. – L'EXTRÊME DROITE AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES À PARIS

Scrutin	Suffrages obtenus	En % des inscrits	Nombre de triangulaires
1983	16 762	1,31	1
1989	58 597	4,76	4
1995	56 613	4,8	5
2001	35 398	3,48	0
2008	21 939	1,78	0
2014	42 288	3,42	0

Le vote frontiste est en 2014 cantonné aux marges du territoire parisien, en particulier dans les espaces du Nord et l'Est situés entre les boulevards des maréchaux et le boulevard périphérique. Là, dans un parc de logement presque exclusivement social, se concentrent des classes populaires précarisées [Rivière, 2014], constituées d'ouvriers, d'employés, en activité ou retraités, pour qui le vote frontiste

représente un vote de peur et de défiance à l'égard des pouvoirs publics. Dans le parc d'habitations à bon marché (HBM), la population vieillissante vit comme un déclassement l'arrivée accrue de bénéficiaires du RSA, de familles monoparentales, souvent d'origine immigrée, à la faveur de la loi DALO qui permet au préfet d'Île-de-France de reloger, sans concertation, des familles en détresse dans le parc social. Les nuisances liées au développement de la vente à la sauvette, notamment à la porte de Montreuil, accroissent, elles aussi, le ressentiment des anciens résidents contre les migrants installés récemment dans le quartier.

Mais, au-delà de ces territoires où le FN mobilise entre 5 et 9 % des inscrits, l'extrême droite ne parvient pas réellement à s'implanter dans la capitale. Les quartiers péricentraux, comme le 10<sup>e</sup> arrondissement, ou le quartier de Belleville, qui constituaient les zones de force du vote frontiste dans les années 1980 – Jean-Marie Le Pen y fut élu conseiller de Paris en 1983 –, sont aujourd'hui devenus les plus réfractaires à l'extrême droite. Dans les quartiers gentrifiés, la petite bourgeoisie intellectuelle qui remplace les classes populaires y porte des valeurs aux antipodes de celles défendues par l'extrême droite, notamment la valorisation de la mixité sociale et du cosmopolitisme dans l'espace public, même si ses pratiques sociales ne reflètent pas toujours ses discours politiques [Corbillé, 2013].

Dans les territoires qui sont restés très populaires comme à Belleville, depuis la fin des années 1980, de nombreux acteurs politiques, associatifs ou issus du milieu culturel, développent des représentations singulières qui contribuent, elles aussi, au reflux du Front national. Ces derniers se réapproprient ainsi un mythe ancien consistant à valoriser l'identité populaire et cosmopolite de Belleville, au moment même où, paradoxalement, le quartier se gentrifie et accueille relativement moins d'étrangers<sup>33</sup>. Belleville incarne alors la figure du quartier populaire parisien authentique, édifié au gré des vagues migratoires successives, qui conserve une forte mixité sociale [Deboulet et de Villanova, 2011] et qui symbolise, à lui seul, la tradition de lutte sociale et de résistance du peuple parisien. Ce discours, porté à l'origine par une association, la Bellevilleuse, opposée au projet de rénovation massive du bas Belleville prévu par la mairie de Paris à la fin des années 1980, est depuis relayé par un tissu associatif actif, des collectifs d'artistes et des écrivains, qui, tous, contribuent à populariser ce mythe. Dans les années 1990, les acteurs politiques de gauche s'emparent à leur tour de cette représentation à dessein et, par ailleurs, mènent, unis, de nombreuses actions militantes pour empêcher au Front national de s'implanter. Le mythe semble encore efficace électoralement : le FN,

33. La présence étrangère, mesurée par l'Insee depuis 1954 à l'échelle des 80 quartiers, connaît à Belleville son apogée en 1982 (28,39 %), avant de décroître assez nettement aux recensements suivants (22,93 % en 1990, puis 20,67 % en 1999).

HÉRODOTE

comme la droite y sont marginalisés et Danielle Simonnet, tête de liste du Parti de gauche à Paris, y obtient ses meilleurs résultats.

Enfin, le Front national n'a pas développé depuis les années 1990 de stratégie efficace d'implantation dans la capitale. Jean-Marie Le Pen, bien qu'élu conseiller de Paris en 1983, puis député de Paris en 1986, multiplie les parachutages à la recherche du fief électoral le plus sûr<sup>34</sup>, avant de partir définitivement pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en 1992, une fois ses deux mandats parisiens perdus. Son départ prive le FN parisien et francilien d'un leader très médiatique. La scission de 1998 fragilise ensuite particulièrement l'appareil militant parisien et francilien qui ne parvient pas à trouver un leader local : Marine Le Pen est d'abord candidate aux élections législatives de 1993 et, depuis 1995, les têtes de listes parisiennes sont renouvelées à chaque scrutin. Aux élections municipales de 2014, le Front national n'a pas mené à Paris de véritable campagne de terrain, se contentant de multiplier les communiqués de presse et de relayer les thèmes nationaux développés par le parti.

### **Perspectives géopolitiques**

À l'issue du scrutin municipal de 2014, les deux principales protagonistes affichent une victoire et une défaite plus contrastées qu'il n'y paraît. Anne Hidalgo a su conserver la mairie face à une adversaire conquérante portée par un contexte national favorable. Mais le système géopolitique mis en place par Bertrand Delanoë repose désormais sur une assise territoriale plus étroite. La défaite dans le 9<sup>e</sup> arrondissement peut annoncer de nouvelles mutations de la sociologie de l'Est parisien, sous l'effet de l'arrivée de « super gentrificateurs », plus aisés et moins fidèles à la gauche parisienne.

Surtout, la nouvelle maire doit désormais gouverner, à gauche, avec des partenaires au poids renforcé par des négociations très favorables à ces derniers. Les socialistes, jusqu'alors hégémoniques dans leur propre camp, doivent désormais composer avec trois autres groupes politiques : les radicaux, les communistes et les écologistes. Avec ces derniers, des divergences persistent concernant plusieurs projets d'aménagement, notamment la construction de tours.

Nathalie Kosciusko-Morizet, quant à elle, a échoué dans sa tentative de reconquête de la capitale. Le défi pour la droite était de taille : parvenir à faire la synthèse entre l'Ouest parisien conservateur et le « nouveau monde urbain » de

34. Dans la durée de son mandat de conseiller de Paris (1983-1989), il se présente lors d'élections législatives dans le Morbihan à l'automne 1983, puis à Marseille en 1988.

l'Est parisien [Corbillé, 2013], qui, malgré l'embourgeoisement généralisé de la capitale, demeurent deux territoires culturellement et sociologiquement très différents. Néanmoins, la candidate de l'UMP a acquis une longueur d'avance sur les concurrents de sa formation politique dans la compétition interne qui les oppose : la campagne municipale lui a offert une couverture médiatique exceptionnelle et la présidence du groupe UMP au sein du conseil de Paris lui offre aujourd'hui d'importants moyens humains. En définitive, être présent sur la « scène parisienne », même dans l'opposition, demeure un atout majeur dans une carrière politique nationale.

### Bibliographie

- AGRIKOLIANSKY E. (2011), « “Bourgeois” contre “bohèmes” ? Transformations sociales et clivages politiques dans deux arrondissements parisiens », in E. AGRIKOLIANSKY, J. HEURTAUX et B. LE GRIGNOU (dir.), *Paris en campagne. Les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Éditions du croquant, Bellecombe-en-Bauges, p. 35-78.
- BOURDIEU P. (1979), *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », Paris.
- CLERVAL A. (2013), *Paris sans le Peuple*, La Découverte, Paris.
- CORBILLÉ S. (2013), *Paris bourgeoise. Paris Bohème*, PUF, Paris.
- DEBOULET A. et DE VILLANOVA R. (2011), *Belleville, quartier populaire ?*, Creaphis éditions, Paris.
- GIBLIN B. (1993), « Géographie électorale », in Y. LACOSTE (dir.), *Dictionnaire de géopolitique*, Flammarion, Paris, p. 558-563.
- (2008), « Éditorial : géographie, guerres et conflits », *Hérodote*, 2008/3, n° 130, La Découverte, Paris, p. 3-16.
- HAEGEL F. (1994), *Un maire à Paris. Mise en scène d'un nouveau rôle politique*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.
- HEURTAUX J. et SOUBIRON A. (2011), « “Faire de la subversion une règle”. L'UMP et ses dissidences dans le 16<sup>e</sup> arrondissement », in E. AGRIKOLIANSKY, J. HEURTAUX et B. LE GRIGNOU (dir.), *Paris en campagne. Les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Éditions du croquant, Bellecombe-en-Bauges, p. 35-78.
- JUDIS J.-B. et TEIXEIRA R. (2004, 2<sup>e</sup> édition), *The Emerging Democratic Majority* (« La majorité démocrate émergente »), Scribner, New York.
- LEFEBVRE R. et SAWICKI F. (2006), *La Société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Éditions du croquant, Bellecombe-en-Bauges.
- PINSON G. (2014), « La gauche, la droite, les villes », *Métropolitiques*, 19 mars 2014. <URL : <http://www.metropolitiques.eu/La-gauche-la-droite-les-villes.html>>.
- RAVENEL L., BULEON P. et FOURQUET J. (2003), « Vote et gradient d'urbanité : les nouveaux territoires des élections présidentielles de 2002 », *Espace, populations et sociétés*, 2003-3, p. 469-482.

## HÉRODOTE

- RIVIÈRE J. (2014), « Les divisions sociales des métropoles françaises et leurs effets électoraux. Une comparaison des scrutins municipaux de 2008 », *Métropolitiques*, 21 mars 2014, <http://www.metropolitiques.eu/Les-divisions-sociales-des.html>.
- SUBRA P. (2005), « Île-de-France », in B. GIBLIN (dir.), *Nouvelle géopolitique des régions françaises*, Fayard, Paris, p. 127-214.
- (2012a), « La géopolitique, une ou plurielle ? Place, enjeux et outils d'une géopolitique locale », *Hérodote*, 2012/3, n° 146-147, La Découverte, Paris, p. 45-70.
- (2012b), *Le Grand Paris, géopolitique d'une ville mondiale*, Armand Colin, Paris.
- TISSOT S. (2013), « Une vision pernicieuse du monde social et de ses divisions », *L'Humanité*, 21 juin.